



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3065

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Lellouche. Monsieur le Premier ministre, je m'adresse à vous s'agissant de la Grèce, car j'avoue ne pas très bien comprendre où nous allons en écoutant M. Sapin, qui s'est exprimé aujourd'hui à plusieurs reprises. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Commençons par le commencement.

Ici, monsieur le Premier ministre, tout le monde – je dis bien : tout le monde – veut que la Grèce reste dans l'Union européenne et dans la zone euro et personne, personne ne souhaite une faillite qui serait catastrophique pour son peuple.

Mais enfin, trop c'est trop ! Voilà six mois que Tsipras fait de la politique intérieure avec l'argent des autres, c'est-à-dire avec l'argent des contribuables européens (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains*), qu'il ment à son propre peuple, à ses créanciers et, en plus, qu'il nous couvre d'injures !

Pardonnez-moi ! Face à ces manœuvres, vous et François Hollande n'avez cessé de finasser parce que, évidemment, Tsipras est soutenu par une partie de votre majorité – nous l'avons entendu tout à l'heure.

M. Bernard Accoyer. C'est l'Internationale socialiste !

M. Pierre Lellouche. Tantôt on soutient Tsipras, tantôt on rappelle les règles de la zone euro et, au final, c'est illisible !

Et M. Sapin nous dit qu'il reste quelques heures ! Mais enfin, je vous rappelle que lors du quinquennat précédent, la France avait apporté 40 milliards d'aide directe à la Grèce – soit deux points de PIB – que nous avons empruntés...

M. André Chassaigne. Aux banques ! Aux banques !

M. le président. Monsieur Chassaigne, s'il vous plaît...

M. Pierre Lellouche. ...pour prêter aux Grecs !

Deux cents milliards d'aides ont été apportés à la Grèce par les seuls États, sans parler du FMI !

Combien de temps continuerez-vous à supplier Tsipras de bien vouloir prendre notre argent ?

M. Marc Dolez. C'est lamentable !

M. Pierre Lellouche. Voilà la question qui se pose aujourd'hui ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Quel est le plan B du Gouvernement ? En effet, comme le dit M. Sapin, un vote « non » n'est pas un vote « oui », et un vote négatif est probable puisque Tsipras veut que la Grèce vote contre ! Au risque de mourir, la Grèce dit qu'elle veut faire sauter la zone euro !

Qu'allez-vous faire ? Quel est votre plan B dans ce cas ? Qu'en est-il de la convergence franco-allemande pour sauver la zone euro, problème qui se posera dès lundi prochain ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Jean-Luc Laurent. Lamentable !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Lellouche, je ne sais pas si M. Tsipras fait de la politique intérieure, mais j'ai bien l'impression que vous en faites un tout petit peu, vous aussi, avec cette question. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Yves Censi. Nous sommes à l'Assemblée nationale !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ceux qui gouvernent ont un devoir : comme vous venez de le faire avec des arguments particulièrement pertinents, il faut constater que la situation grecque n'était pas réglée, avant même l'élection d'un nouveau Gouvernement d'ailleurs.

C'est peut-être pour cela que M. Tsipras a obtenu une majorité au Parlement grec : parce que les problèmes de la Grèce n'étaient pas réglés.

Nous le savons, nous l'avons rappelé avec Michel Sapin voilà un instant encore : la Grèce doit s'engager dans les réformes en tenant compte de ce que le peuple grec a subi.

Attendons le résultat de dimanche, mais nous devons d'ores et déjà tout faire pour trouver une solution.

Telle n'est pas seulement la position de la France, monsieur Lellouche ! N'essayez pas d'opposer le Président de la République et la Chancelière allemande : ce n'est pas de bonne politique et ce n'est pas utile. Hier, avec les mêmes mots, chacun s'est déclaré disponible pour trouver une solution aujourd'hui et s'il le faut la semaine prochaine, après le référendum, expression souveraine du peuple grec, lequel doit pouvoir s'exprimer en toute connaissance de cause.

C'est à quoi nous travaillons, le gouvernement français et le Président de la République, le président de la Commission européenne aujourd'hui encore, la Chancelière Merkel hier avec à ses côtés le vice-chancelier Sigmar Gabriel. Monsieur Lellouche, chacun doit être bien conscient de la responsabilité qui est la sienne.

La sortie de la Grèce de la zone euro après le vote du peuple grec serait un drame, d'abord pour la Grèce, pour les Grecs, pour l'économie grecque, avec des conséquences que nous ne connaissons pas toutes.

Nous savons que la France est robuste, que la crise, aujourd'hui, n'est pas tout à fait la même que celle d'il y a quatre ans, mais les conséquences politiques seraient majeures pour l'idée que nous nous faisons de l'Europe.

Alors, la position du Président de la République et du Gouvernement, exprimée par le ministre des finances, est claire : nous souhaitons que la Grèce reste dans la zone euro – pas à n'importe quelles conditions, naturellement, c'est la raison d'être de la discussion et de la négociation – parce que cela est essentiel pour l'avenir de l'Europe.

C'est la position du gouvernement français et elle est claire mais, monsieur Lellouche, ce n'est pas seulement celle du gouvernement français, car chaque responsable européen doit être placé devant ses responsabilités. C'est aussi l'avenir de l'Europe qui est en cause ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lellouche](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3065

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juillet 2015](#)